

SENATO DELLA REPUBBLICA

— X LEGISLATURA —

N. 2762

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(DE MICHELIS)

di concerto col Ministro del Tesoro

(CARLI)

col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato

(BATTAGLIA)

e col Ministro del Commercio con l'Estero

(RUGGIERO)

(V. Stampato Camera n. 4805)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 10 aprile 1991

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 12 aprile 1991*

Adesione della Repubblica italiana allo statuto del Gruppo internazionale di studio sullo stagno, adottato il 7 aprile 1989 dalla Conferenza delle Nazioni Unite 1988 sullo stagno, e sua esecuzione

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire allo statuto del Gruppo internazionale di studio sullo stagno, adottato il 7 aprile 1989 dalla Conferenza delle Nazioni Unite 1988 sullo stagno.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data allo statuto di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto al punto 21 dello statuto stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in annue lire 27 milioni a decorrere dal 1991, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali».

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

STATUTS DU GROUPE D'ETUDE INTERNATIONAL DE L'ETAIN



NATIONS UNIES

1989

STATUTS DU GROUPE D'ETUDE INTERNATIONAL DE L'ETAIN

Création

1. Le Groupe d'étude international de l'étain est créé par les présents Statuts pour en mettre en oeuvre les dispositions et en surveiller l'application.

Objectif

2. L'objectif du Groupe est d'assurer une coopération internationale accrue au sujet des problèmes concernant l'étain, en améliorant l'information disponible sur l'économie internationale de l'étain et en servant de cadre pour des consultations intergouvernementales sur l'étain.

Définitions

3. a) "Le Groupe" désigne le Groupe d'étude international de l'étain créé par les présents Statuts.

b) Par "étain" on entend l'étain métal, tout autre étain raffiné, l'étain secondaire, ou l'étain contenu dans des concentrés ou dans du minerai d'étain extrait de son gisement naturel, ainsi que les produits d'étain que le Groupe pourra déterminer. Aux fins de cette définition le "minerai" est réputé ne pas comprendre a) la matière extraite du gisement à une fin autre que son traitement et b) la matière qui a été éliminée en cours de traitement.

c) Par "membre" on entend tout Etat et organisme intergouvernemental visé au paragraphe 5 qui a notifié son acceptation conformément au paragraphe 21.

Fonctions

4. Le Groupe s'acquitte des fonctions suivantes :

a) Après s'être doté des moyens nécessaires, suivre continuellement l'économie internationale de l'étain et ses tendances, notamment en établissant, en maintenant et en tenant constamment à jour un système de statistiques sur la production, les stocks, le commerce et la consommation d'étain sous toutes ses formes, dans le monde, ainsi qu'en diffusant selon qu'il convient les informations ainsi obtenues;

b) Procéder à des consultations et à des échanges de renseignements sur les faits nouveaux et les tendances concernant la production, les stocks, le commerce et la consommation d'étain sous toutes ses formes;

c) Entreprendre selon qu'il convient des études portant sur un vaste éventail de questions importantes qui concernent l'étain, conformément aux décisions du Groupe.

Composition

5. Peuvent devenir membres du Groupe tous les Etats intéressés par la production, la consommation ou le commerce international de l'étain et tout organisme intergouvernemental ayant compétence pour la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords de produit.

Pouvoirs du Groupe

6. a) Le Groupe exerce tous les pouvoirs et prend ou fait prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions des présents Statuts et en assure l'application.

b) Le Groupe n'est pas habilité, directement ou indirectement, à conclure de contrat commercial sur l'étain ou tout autre produit, ni de contrat portant sur des opérations à terme; il n'est pas non plus habilité à contracter des obligations financières à ces fins.

c) Le Groupe adopte le règlement qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions, sous réserve des dispositions des présents Statuts, auxquelles ce règlement doit être conforme.

d) Le Groupe n'est pas habilité et ne peut être considéré comme autorisé par ses membres à contracter des engagements en dehors du cadre des présents Statuts ou du règlement intérieur.

Siège

7. Le Groupe a son siège en un lieu choisi par lui sur le territoire d'un Etat membre, à moins qu'il n'en décide autrement. Il négocie avec le gouvernement du pays hôte un accord de siège qui doit être conclu aussitôt que possible après l'entrée en vigueur des présents Statuts.

Prise de décisions

8. a) L'autorité suprême du Groupe créé par les présents Statuts est son Assemblée générale.

b) Le Groupe, le Comité permanent visé au paragraphe 9 et les comités et organes subsidiaires qui pourraient être constitués prennent leurs décisions par consensus, sans les mettre aux voix, sauf celles dont les présents Statuts ou le règlement intérieur spécifient qu'elles sont prises à une majorité déterminée des voix.

c) Chaque Etat membre dispose d'une voix.

Comité permanent

9. a) Le Groupe crée un Comité permanent, qui se compose des membres du Groupe ayant exprimé le souhait de prendre part à ses travaux;

b) Le Comité permanent s'acquitte des tâches que le Groupe peut lui confier et rend compte au Groupe des résultats ou des progrès de ses travaux.

Comités et organes subsidiaires

10. Le Groupe peut créer un comité consultatif industriel pour suivre l'évolution de l'industrie de l'étain. Il peut aussi créer d'autres comités ou organes subsidiaires, en plus du Comité permanent, aux conditions et selon les modalités arrêtées par lui.

Secrétariat

11. a) Le Groupe dispose d'un secrétariat composé d'un Secrétaire général et du personnel requis.

b) Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire du Groupe et il est responsable devant lui de la mise en oeuvre et de l'application des présents Statuts conformément aux décisions du Groupe.

Coopération avec des tiers

12. a) Le Groupe peut prendre des dispositions pour tenir des consultations ou collaborer avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes ou institutions spécialisées et avec d'autres organismes intergouvernementaux, selon qu'il convient.

b) Le Groupe peut également prendre les dispositions qu'il juge appropriées pour établir des relations avec les gouvernements non participants intéressés, avec d'autres organisations internationales non gouvernementales ou avec des établissements du secteur privé, selon qu'il convient.

c) Le Groupe peut inviter tout Etat non membre et tout organisme intergouvernemental ou organisation non gouvernementale appropriés qui s'intéressent de façon substantielle aux problèmes relatifs à l'étain à se faire représenter à ses réunions par un observateur, étant entendu que cet organisme ou cette organisation accordent des droits analogues au Groupe. A moins que le Groupe n'en décide autrement, ces observateurs peuvent assister à toutes les séances du Groupe en ce qui concerne tout ou partie d'une réunion ou d'une série de réunions particulières, mais ils ne peuvent assister aux réunions du Comité permanent ou de tout comité ou sous-comité dans lequel les membres du Groupe ne sont pas tous représentés.

d) Le Président peut inviter les observateurs à participer aux débats du Groupe, mais ils n'ont pas le droit de vote, ni celui de soumettre des propositions.

Relations avec le Fonds commun

13. Le Groupe peut demander à être désigné comme organisme international de produit, conformément au paragraphe 9 de l'article 7 de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, aux fins de parrainer, dans les conditions et selon les modalités que le Groupe peut fixer uniquement par consensus, des projets concernant l'étain qui seront financés par le deuxième compte du Fonds commun. Le Groupe ne doit cependant contracter aucune obligation financière pour ces projets, ni agir en qualité d'agent d'exécution pour l'un quelconque d'entre eux.

Statut juridique

14. a) Le Groupe a la personnalité juridique internationale.

b) Le statut du Groupe sur le territoire du pays hôte est régi par l'accord de siège conclu entre le gouvernement du pays hôte et le Groupe.

c) Le Groupe a la capacité juridique requise pour exercer ses fonctions et, en particulier, mais sous réserve des dispositions du paragraphe 6 b) ci-dessus, la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et d'ester en justice.

Contributions budgétaires

15. a) Chaque membre contribue au budget annuel approuvé par le Groupe. La contribution de chaque membre se compose d'une part uniforme calculée sur la base de 50 % du budget, le solde étant réparti entre les Etats membres au prorata de leurs parts dans le commerce total d'étain métal primaire et d'étain contenu dans des concentrés des Etats membres, comprenant pour les pays producteurs les exportations totales moins les importations totales et, pour les pays consommateurs, les importations totales. A cette fin, les pays dont la production d'étain contenu dans des concentrés dépasse la consommation déclarée d'étain métal primaire sont classés parmi les pays producteurs, et les pays dont la consommation déclarée d'étain métal primaire dépasse la production d'étain contenu dans des concentrés sont classés parmi les pays consommateurs. Les calculs sont établis sur la base des trois dernières années civiles pour lesquelles on dispose de statistiques.

b) Le Groupe détermine la contribution de chaque membre pour chaque exercice financier dans la monnaie qu'il a retenue à cette fin et conformément aux dispositions du règlement intérieur relatives aux contributions. Chaque membre s'acquitte de sa contribution suivant ses procédures constitutionnelles.

Statistiques et information

16. a) Le Groupe recueille, collige et met à la disposition des membres les informations statistiques relatives à la production, au commerce, aux stocks et à la consommation d'étain qu'il juge nécessaires à la bonne application des présents Statuts, ainsi que les renseignements visés à l'alinéa b) ci-dessous.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) Le Groupe prend les dispositions qu'il juge nécessaires pour permettre l'échange de renseignements avec les gouvernements non participants intéressés et avec les organisations non gouvernementales et les organismes intergouvernementaux appropriés, afin de pouvoir obtenir des données récentes et fiables sur la production, la consommation, les stocks, le commerce international et les prix publiés et internationalement reconnus de l'étain, ainsi que sur d'autres facteurs qui influencent la demande et l'offre d'étain.

c) Le Groupe s'efforce de veiller à ce qu'aucun renseignement publié ne compromette le caractère confidentiel des opérations des gouvernements ou des activités de personnes ou d'entreprises qui produisent, traitent, commercialisent ou consomment de l'étain.

Evaluation annuelle et rapports

17. a) Chaque année, le Groupe procède à une évaluation de la situation mondiale dans le secteur de l'étain et des questions connexes, compte tenu de renseignements fournis par les membres et d'informations complémentaires provenant de toutes autres sources appropriées. Cette évaluation annuelle comprend un examen de la capacité de production d'étain qui est escomptée pour les années futures et une étude des perspectives en ce qui concerne la production, la consommation et le commerce de l'étain pour l'année civile suivante, en vue d'aider les membres à apprécier chacun de leur côté l'évolution de l'économie internationale de l'étain.

b) Le Groupe établit un rapport rendant compte des résultats de l'évaluation annuelle et le distribue aux membres. Si le Groupe le juge approprié, ce rapport ainsi que les autres rapports et études distribués aux membres peuvent être mis à la disposition d'autres parties intéressées conformément au règlement intérieur.

Etudes

18. a) Le Groupe établit ou fait établir des études spéciales au sujet de l'économie internationale de l'étain, y compris des études sur des difficultés ou des problèmes particuliers existants ou risquant de surgir.

b) Les études en question peuvent contenir des recommandations générales ou des suggestions, mais ces recommandations ou suggestions ne doivent pas porter atteinte au droit de chaque membre de gérer tous les aspects de son secteur national de l'étain et doivent être faites sans préjudice de la compétence d'autres organisations internationales dans les domaines relevant de leur mandat.

Obligations des membres

19. Les membres s'emploient de leur mieux à coopérer entre eux et à promouvoir la réalisation des objectifs du Groupe, notamment en communiquant les données visées au paragraphe 16 a) en ce qui concerne l'économie de l'étain.

Amendement

20. Les présents Statuts ne peuvent être modifiés que par consensus du Groupe.

Entrée en vigueur

21. a) Les présents Statuts entreront en vigueur lorsque des Etats représentant ensemble 70 % au moins du commerce de l'étain, ainsi qu'il est indiqué dans l'annexe aux présents Statuts, auront notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommé "le dépositaire"), conformément aux dispositions de l'alinéa b) ci-dessous, leur acceptation des présents Statuts.

b) Tout Etat ou organisme intergouvernemental visé au paragraphe 5 qui désire devenir membre du Groupe notifie au dépositaire son acceptation des présents Statuts, soit à titre provisoire, en attendant l'aboutissement de ses procédures internes, soit à titre définitif. Tout Etat ou organisme intergouvernemental qui a notifié son acceptation provisoire des présents Statuts s'efforce de mener ses procédures à terme aussi rapidement que possible et notifie au dépositaire leur achèvement.

c) Si les conditions d'entrée en vigueur des présents Statuts n'ont pas été remplies au 31 décembre 1989, le dépositaire invite les Etats et les organismes intergouvernementaux qui ont notifié leur acceptation des présents Statuts conformément aux dispositions de l'alinéa b) ci-dessus à décider de les mettre en vigueur ou non entre eux.

d) Lors de l'entrée en vigueur des présents Statuts, le dépositaire convoque une réunion inaugurale du Groupe à une date aussi rapprochée que possible. Les membres en sont avisés au moins un mois, si possible, à l'avance.

Retrait

22. a) Un membre peut se retirer du Groupe à tout moment en notifiant son retrait par écrit au dépositaire et au Secrétaire général du Groupe.

b) Le retrait se fait sans préjudice de tout engagement financier déjà pris par le membre qui se retire et ne lui donne aucun droit à une réduction de sa contribution pour l'année où a lieu le retrait.

c) Le retrait prend effet 30 jours après que le dépositaire en a reçu notification.

d) Le Secrétaire général du Groupe informe rapidement chaque membre de toute notification reçue en vertu du présent paragraphe.

Extinction

23. a) Le Groupe peut décider à tout moment, par un vote à la majorité des deux tiers des Etats membres, de mettre fin aux présents Statuts. Cette décision prend effet à la date fixée par le Groupe.

b) En dépit de l'extinction des présents Statuts, le Groupe sera maintenu le temps nécessaire pour assurer sa liquidation, y compris l'apurement de ses comptes.

Réserves

24. Aucune réserve ne peut être apportée à une disposition quelconque des présents Statuts.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

AnnexeCOMMERCE DE L'ETAIN a/

<u>Pays</u>	<u>Exportations</u>	<u>Importations</u>	<u>Commerce</u>	<u>Part</u>
	(en milliers de tonnes)			(%)
Allemagne, République fédérale d'	3.1	19.4	22.5	6.0
Argentine	0.1	0.9	1.0	0.27
Australie	6.5	0.4	6.9	1.84
Belgique-Luxembourg	2.9	3.2	6.1	1.63
Bolivie	12.9	-	12.9	3.44
Brésil	20.1	-	20.1	5.36
Canada	1.7	3.8	5.5	1.47
Chine	17.2	-	17.2	4.59
Danemark	0.9	0.9	1.8	0.48
Egypte	-	0.3	0.3	0.08
Espagne	0.1	3.3	3.4	0.91
Etats-Unis d'Amérique	1.4	41.4	42.8	11.41
Finlande	-	0.1	0.1	0.03
France	0.2	7.7	7.9	2.11
Grèce	-	0.4	0.4	0.11
Inde	-	2.7	2.7	0.72
Indonésie	25.3	-	25.3	6.74
Irlande	-	0.1	0.1	0.03
Italie	0.1	6.2	6.3	1.68
Japon	-	32.1	32.1	8.56
Malaisie	49.2	13.1	62.3	16.61
Mexique	-	4.7	4.7	1.25
Nigéria	0.6	-	0.6	0.16
Norvège	-	0.5	0.5	0.13
Pays-Bas	2.6	8.5	11.1	2.96
Pérou	3.8	0.4	4.2	1.12
Philippines	-	0.5	0.5	0.13
Pologne	-	3.1	3.1	0.83
Portugal	-	0.6	0.6	0.16
République de Corée	-	5.1	5.1	1.36
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	16.8	14.1	30.9	8.24
Suède	0.1	0.6	0.7	0.19
Thaïlande	16.5	-	16.5	4.40
Turquie	-	1.1	1.1	0.29
Union des Républiques socialistes soviétiques	-	13.8	13.8	3.68
Yougoslavie	-	1.4	1.4	0.37
Zaïre	2.6	-	2.6	0.69
TOTAL	184.7	190.4	375.1	100.00

a/ Moyenne annuelle pour la période 1985-1987 des importations et des exportations d'étain contenu dans des concentrés et d'étain métal primaire pour les pays ayant participé à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1988.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Terms of Reference of the International Tin Study Group, as adopted on 7 April 1989 by the United Nations Tin Conference, 1988. The original of the Terms of Reference is deposited with the Secretary-General of the United Nations in accordance with paragraph 21 (b) of the Terms of Reference, the texts of which are equally authentic in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish, in accordance with paragraph 1 of the Resolution by which the Conference adopted the Terms of Reference.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel;

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme des Statuts du Groupe d'étude international de l'étain, adoptés le 7 avril 1989 par la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1988. L'original des Statuts est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément au paragraphe 21 b) desdits Statuts dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, conformément au paragraphe 1 de la Résolution par laquelle la Conférence a adopté les Statuts.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique ;



Carl-August Fleischhauer

United Nations, New York
22 May 1989

Organisation des Nations Unies, New York
le 22 mai 1989

TRADUZIONE NON UFFICIALE

STATUTO DEL GRUPPO DI STUDIO INTERNAZIONALE DELLO STAGNO

Istituzione

1. Con il presente Statuto è istituito il Gruppo di Studio Internazionale dello stagno onde attuarne le norme e vigilare sulla loro applicazione.

Obiettivo

2. Il Gruppo si prefigge come obiettivo di provvedere ad una maggiore cooperazione internazionale riguardo ai problemi concernenti lo stagno, migliorando le informazioni disponibili relative all'economia internazionale dello stagno e fungendo da istanza per consultazioni intergovernative sullo stagno.

Definizioni

3. a) Il termine "il Gruppo" indica il Gruppo di studio internazionale dello stagno istituito con il presente Statuto.

b) Per "stagno" si intende lo stagno metallo, ogni altro stagno raffinato, lo stagno secondario, oppure lo stagno contenuto in concentrati oppure in minerale di stagno estratto dal suo giacimento naturale, nonché i prodotti dello stagno che potranno essere determinati dal Gruppo. Ai fini della presente definizione si intende che il "minerale" non include a) la materia estratta dal giacimento per fini diversi dal suo trattamento e b) la materia eliminata durante il trattamento.

c) Per "membro" si intende ogni Stato ed organismo intergovernativo di cui al paragrafo 5 che ha notificato la sua accettazione in conformità con il paragrafo 21.

Funzioni

4. Il Gruppo svolge le seguenti funzioni:

a) Seguire in continuazione, dopo essersi munito dei mezzi necessari, l'economia internazionale dello stagno e le sue tendenze, soprattutto coll'istituire, col mantenere e coll'aggiornare costantemente un sistema di statistiche concernenti la produzione, gli stocks, il commercio ed il consumo di stagno nel mondo in tutte le sue forme, e divulgando come opportuno le informazioni in tal modo ottenute;

b) Procedere a consultazioni ed a scambi di informazioni sugli avvenimenti più recenti e sulle tendenze della produzione, degli stocks, del commercio e del consumo di stagno in tutte le sue forme;

c) Intraprendere a seconda delle necessità studi vertenti su una vasta gamma di questioni importanti relative allo stagno, in conformità con le decisioni del Gruppo.

Composizione.

5. Possono divenire membri del Gruppo tutti gli Stati interessati alla produzione, al consumo oppure al commercio internazionale dello stagno, nonché ogni organismo intergovernativo competente per la negoziazione, la stipula e l'applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi aventi come oggetto i prodotti di base.

Poteri del Gruppo

6. a) Il Gruppo esercita tutti i poteri ed adotta o fa adottare le misure necessarie per l'attuazione delle disposizioni del presente Statuto e per accertare che esse vengano applicate.

b) Il Gruppo non è abilitato, direttamente o indirettamente, a stipulare contratti commerciali per lo stagno o ogni altro prodotto, oppure contratti per operazioni a termine; esso non è neppure abilitato a stipulare a tal fine obblighi finanziari.

c) Il Gruppo adotta il regolamento che esso giudica necessario per l'adempimento delle sue funzioni, fatte salve le disposizioni del presente Statuto, alle quali detto regolamento deve attenersi.

d) Il Gruppo non è abilitato e non può essere considerato come autorizzato dai suoi membri a contrarre impegni fuori dell'ambito del presente Statuto o del regolamento interno.

Sede.

7. La sede del Gruppo è situata in un luogo da esso prescelto sul territorio di uno Stato membro, a meno che non decida diversamente. Il Gruppo negozia con il governo del paese di accoglienza un accordo di sede che dovrà essere concluso quanto prima dopo l'entrata in vigore del presente Statuto.

Adozione di decisioni

8. a) L'autorità suprema del Gruppo istituito dai presenti Statuti è l'Assemblea generale.
- b) Il Gruppo, il Comitato permanente di cui al paragrafo 9 ed i comitati e gli organi sussidiari eventualmente istituiti adottano le loro decisioni per consenso, senza votazione, ad eccezione di quelle decisioni per le quali è specificato nel presente Statuto o nel regolamento interno che esse richiedono una maggioranza determinata di voti.
- c) Ciascun Stato membro dispone di un voto.

Comitato permanente

9. a) Il Gruppo istituisce un Comitato permanente, composto dai membri del Gruppo che hanno espresso il loro desiderio di partecipare ai lavori del Gruppo;
- b) il Comitato permanente svolge gli incarichi che gli vengono eventualmente assegnati dal Gruppo e fornisce al Gruppo un rendiconto dei risultati o dell'avanzamento dei suoi lavori.

Comitati ed organi sussidiari

10. Il Gruppo può istituire un Comitato consultivo industriale per seguire l'andamento dell'industria dello stagno. Può anche istituire altri comitati o organi sussidiari, oltre al Comitato permanente, alle condizioni e secondo le modalità che avrà determinato.

Segretariato

11. a) Il Gruppo dispone di un Segretariato composto da un Segretario generale e dal personale richiesto.
- b) Il Segretario generale è il funzionario di grado più elevato del Gruppo ed è responsabile davanti ad esso per quanto riguarda l'attuazione e l'applicazione del presente Statuto in conformità con le decisioni del Gruppo.

Cooperazione con terzi

12. a) Il Gruppo può adottare disposizioni per indire consultazioni oppure collaborare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite, i suoi organi o istituzioni specializzate e con altri organismi intergovernativi come opportuno.

b) Il Gruppo può altresì adottare le disposizioni che ritiene appropriate per stabilire relazioni con i governi non partecipanti interessati, con altre organizzazioni internazionali non governative o con organismi del settore privato, a seconda delle necessità.

c) Il Gruppo può invitare ogni Stato non membro ed ogni organismo intergovernativo oppure organizzazione non governativa appropriata che si interessano fattivamente ai problemi relativi allo stagno, a farsi rappresentare alle sue riunioni da un osservatore, rimanendo inteso che detto organismo oppure detta organizzazione accordino analoghi diritti al Gruppo. A meno che il Gruppo non decida diversamente, tali osservatori possono assistere a tutte le sedute del Gruppo, per tutta la riunione o parte di essa, o per una serie di riunioni particolari, ma non possono assistere alle riunioni del Comitato permanente oppure dei comitati o sotto-comitati nel quale non tutti i membri del Gruppo sono rappresentati.

d) Il Presidente può invitare gli osservatori a partecipare ai dibattiti del Gruppo, ma essi non hanno diritto di voto, né possono presentare proposte.

Relazioni con il Fondo comune.

13. Il Gruppo può chiedere di essere designato come organismo internazionale di prodotti di base, in conformità con il paragrafo 9 dell'articolo 7 dell'Accordo che istituisce il Fondo Comune per i prodotti di base, al fine di patrocinare alle condizioni ed in base alle modalità che il Gruppo potrà fissare solo per consenso, progetti relativi allo stagno che saranno finanziati per mezzo del Secondo Conto del Fondo comune. Tuttavia il Gruppo non deve contrarre alcun obbligo finanziario per quanto riguarda questi progetti, né agire in qualità di agente esecutivo per uno qualunque di essi.

Statuto giuridico

14. a) Il Gruppo ha personalità giuridica internazionale.

b) Lo statuto del Gruppo nel territorio del paese di accoglienza è soggetto all'Accordo di sede stipulato tra il Governo del paese di accoglienza ed il Gruppo.

c) Il Gruppo ha la capacità giuridica necessari, per esercitare le sue funzioni ed in particolare, ma sotto riserva delle disposizioni del paragrafo 6 b) di cui sopra, esso ha facoltà di stipulare contratti, di acquistare e di alienare beni mobili e di stare in giudizio.

Contributi di bilancio

15. a) Ciascun membro contribuisce al bilancio annuale approvato dal Gruppo. Il contributo di ciascun membro è rappresentato da una quota uniforme calcolata in base al 50% del bilancio, il saldo rimanente essendo ripartito tra gli Stati membri proporzionalmente ai loro quantitativi, nel commercio totale, di stagno metallo primario e dello stagno contenuto nei concentrati degli Stati membri, ivi comprese, per i paesi produttori, le esportazioni totali diminuite delle importazioni totali e, per i paesi consumatori, le importazioni totali. A tal fine, i paesi la cui produzione di stagno contenuto in concentrati supera il consumo dichiarato di stagno metallo primario vengono classificati tra i paesi produttori, ed i paesi il cui consumo dichiarato di stagno metallo primario supera la produzione di stagno contenuto in concentrati, sono classificati tra i paesi consumatori. I calcoli relativi sono effettuati in base agli ultimi tre anni solari per i quali esistono delle statistiche.

b) Il Gruppo determina il contributo di ciascun membro per ogni esercizio finanziario nella valuta che avrà stabilito a tal fine, in conformità con le disposizioni previste dal regolamento interno concernente i contributi. Il pagamento del contributo da parte di ogni membro sarà effettuato in base alle sue procedure costituzionali.

Statistiche ed informazioni

16. a) Il Gruppo raccoglie, collaziona, e mette a disposizione dei membri le informazioni statistiche relative alla produzione, al commercio, agli stocks ed al consumo di stagno che ritiene necessarie per una corretta applicazione del presente Statuto, nonché le informazioni di cui al capoverso b) di cui sopra.

b) Il Gruppo adotta i provvedimenti che ritiene necessari per consentire lo scambio di informazioni con i governi non partecipanti interessati e con le organizzazioni non governative e gli organismi intergovernativi appropriati, al fine di poter ottenere dati recenti ed affidabili relativi alla produzione, al consumo, agli stocks, al commercio internazionale ed ai prezzi dello stagno pubblicati e riconosciuti a livello internazionale, nonché ad altri fattori che incidono sulla domanda e sull'offerta dello stagno.

c) Il Gruppo si sforza di vigilare affinché nessuna informazione pubblicata pregiudichi la natura riservata delle operazioni dei governi o delle attività delle persone o imprese che producono trattano, commerciano o consumano stagno.

Valutazione annua e rapporti

17. a) Ciascun anno, il Gruppo procede ad una valutazione della situazione mondiale nel settore dello stagno e dei problemi connessi, in considerazione di informazioni fornite dai membri e di informazioni complementari provenienti da ogni altra fonte appropriata. Tale valutazione annua comprende un esame della capacità di produzione di stagno prevista per gli anni futuri nonché uno studio delle prospettive per quanto riguarda la produzione, il consumo ed il commercio dello stagno per l'anno solare successivo, al fine di assistere i membri nelle loro rispettive valutazioni dell'andamento della economia internazionale dello stagno.

b) Il Gruppo redige un rapporto di rendiconto dei risultati di tale valutazione annua e lo distribuisce ai membri. Se il Gruppo lo giudica appropriato, tale rapporto nonché gli altri rapporti e studi distribuiti ai membri possono essere messi a disposizione di altre parti interessate in conformità con il regolamento interno.

Studi

18. a) Il Gruppo provvede - o fa provvedere - alla preparazione di studi speciali relativi alla economia internazionale dello stagno, compresi studi relativi a difficoltà o problemi particolari esistenti o che potrebbero sorgere.

b) Detti studi possono contenere raccomandazioni generali o suggerimenti, ma queste raccomandazioni o suggerimenti non devono pregiudicare il diritto di ciascun membro di amministrare ogni ramo del proprio settore nazionale dello stagno, e non devono pregiudicare la competenza di altre organizzazioni internazionali nei settori sottoposti al loro mandato.

Obblighi dei membri

19. I membri si adoperano come meglio possono per cooperare tra di loro e promuovere la realizzazione degli obiettivi del Gruppo, soprattutto comunicando i dati di cui al paragrafo 16 a) per quanto concerne l'economia dello stagno.

Emendamenti

20. Il presente Statuto può essere modificato solo con il consenso del Gruppo.

Entrata in vigore

21. a) Il presente Statuto entrerà in vigore quando degli Stati che rappresentano insieme almeno il 70% del commercio dello stagno, come indicato nell'Annesso al presente Statuto, avranno notificato al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite (in appresso denominata "il depositario") in conformità con le disposizioni del capoverso b) in appresso, la loro accettazione del presente Statuto.

b) Ogni Stato o organismo intergovernativo di cui al paragrafo 5 che desidera divenire membro del Gruppo notifica al depositario la sua accettazione del presente Statuto, sia a titolo provvisorio in attesa dell'adempimento delle sue procedure interne, sia a titolo definitivo. Ogni Stato o organismo intergovernativo il quale abbia notificato la sua accettazione provvisoria di questo Statuto si sforza di portare a termine le sue procedure il più rapidamente possibile e notifica al depositario il loro adempimento.

c) Se le condizioni di entrata in vigore del presente Statuto non sono state soddisfatte alla data del 31 dicembre 1989, il depositario invita gli Stati e gli organismi intergovernativi che hanno notificato la loro accettazione del presente Statuto in conformità con le disposizioni del capoverso b) di cui sopra a prendere una decisione per quanto riguarda la sua entrata in vigore o meno tra di loro.

d) All'atto dell'entrata in vigore del presente Statuto, il depositario convoca una riunione inaugurale del Gruppo per la data più ravvicinata possibile. I membri ne sono avvisati con almeno un mese di anticipo, se ciò è possibile.

Ritiro

22. a) Un membro può ritirarsi dal Gruppo in ogni tempo, notificando il suo ritiro per iscritto al Depositario ed al Segretario Generale del Gruppo.

b) Il ritiro non pregiudica qualsiasi impegno finanziario già contratto dal membro che si ritira e non dà diritto a tale membro ad una riduzione del suo contributo per l'anno in cui avviene il ritiro.

c) Il ritiro ha effetto 30 giorni dopo che il depositario ne ha ricevuto notifica.

d) Il Segretario generale del Gruppo informa rapidamente ciascun membro di ogni notifica ricevuta ai sensi del presente paragrafo.

Cessazione

23. a) Il Gruppo può decidere in ogni tempo, con un voto a maggioranza dei due terzi degli Stati membri, di porre fine al presente Statuto. Questa decisione ha effetto alla data stabilita dal Gruppo.

b) Nonostante la cessazione del presente Statuto, il Gruppo sarà mantenuto per il tempo necessario ad effettuare la sua liquidazione, compresa la quadratura dei conti.

Riserve

24. Nessuna riserva può essere apposta ad una qualsiasi delle disposizioni del presente Statuto.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ANNESSOCOMMERCIO DELLO STAGNO a/

<u>Paesi</u>	<u>Esportazioni</u>	<u>Importazioni</u>	<u>Commercio</u>	<u>Quota</u>
	<u>(in migliaia di tonnellate)</u>			
Argentina	0.1	0.9	1.0	0.27
Australia	6.5	0.4	6.9	1.84
Belgio-Lussemburgo	2.9	3.2	6.1	1.63
Bolivia	12.9	-	12.9	3.44
Brasile	20.1	-	20.1	5.36
Canada	1.7	3.8	5.5	1.47
Cina	17.2	-	17.2	4.59
Danimarca	0.9	0.9	1.8	0.48
Egitto	-	0.3	0.3	0.08
Filippine	-	0.5	0.5	0.13
Finlandia	-	0.1	0.1	0.03
Francia	0.2	7.7	7.9	2.11
Giappone	-	32.1	32.1	8.56
Germania, Repubblica Federale di	3.1	19.4	22.5	6.0
Grecia	-	0.4	0.4	0.11
India	-	2.7	2.7	0.72
Indonesia	25.3	-	25.3	6.74
Irlanda	-	0.1	0.1	0.03
Italia	0.1	6.2	6.3	1.68
Iugoslavia	-	1.4	1.4	0.37
Malesia	49.2	13.1	62.3	16.61
Messico	-	4.7	4.7	1.25
Nigeria	0.6	-	0.6	0.16
Norvegia	-	0.5	0.5	0.13
Paesi Bassi	2.6	8.5	11.1	2.96
Peru	3.8	0.4	4.2	1.12
Polonia	-	3.1	3.1	0.83
Portogallo	-	0.6	0.6	0.16
Repubblica di Corea	-	5.1	5.1	1.36
Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	16.8	14.1	30.9	8.24
Spagna	0.1	3.3	3.4	0.91
Stati Uniti d'America	1.4	41.4	42.8	11.41
Svezia	0.1	0.6	0.7	0.19
Tailandia	16.5	-	16.5	4.40
Turchia	-	1.1	1.1	0.29
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche	-	13.8	13.8	3.68
Zaire	2.6	-	2.6	0.69
TOTALE	184.7	190.4	375.1	100.00
	=====	=====	=====	=====

a/ Media annua per il periodo 1985-1987 delle importazioni ed esportazioni di stagno contenuto in concentrati e di stagno metallo primario dei paesi che hanno partecipato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1988.

Certifico che il testo di cui sopra è la copia conforme dello Statuto del Gruppo di studio internazionale dello Stagno, adottato il 7 aprile 1989 dalla Conferenza delle Nazioni Unite sullo Stagno, 1988. L'originale dello Statuto è depositato presso il Segretario generale delle Nazioni Unite in conformità con il paragrafo 21 b) di tale Statuto, i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola sono parimenti autentici, in conformità con il paragrafo 1 della Risoluzione per mezzo della quale la Conferenza ha adottato lo Statuto.

Per il Segretario Generale,
Il Consigliere legale:

Carl-August Fleischauer

Organizzazione delle Nazioni Unite, New York
il 22 maggio 1989